

Face-à-face Va-t-on vers une longue récession ?

SELON LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL, LES PAYS DÉVELOPPÉS SERONT EN RÉCESSION SUR L'ENSEMBLE DE 2009 POUR LA PREMIÈRE FOIS DE L'APRÈS-GUERRE. LE FMI PRÉVOIT UNE CONTRACTION DE LEUR PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DE 0,3 %. LE SCÉNARIO D'UNE LONGUE RÉCESSION EST-IL CRÉDIBLE ? DEUX EXPERTS RÉPONDENT



Bernard Guerrien, chercheur associé au Samos (Centre d'économie de la Sorbonne).

La crise sera-t-elle longue ?

Elle le sera forcément, car elle trouve sa source dans l'accroissement des inégalités depuis plus de deux décennies. Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes depuis les années 1920. Entre 1980 et 2006, la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a diminué de 67 % à 57 % dans les quinze pays les plus riches de l'OCDE. Alan Greenspan constatait en 2007 que la part des salaires dans le revenu national aux

pas. Jusqu'à présent, l'augmentation de l'endettement des ménages permettait d'absorber cette surproduction, mais la situation est devenue intenable. Le gonflement du système financier masquait l'existence de la surproduction, jusqu'à ce que la crise la révèle de façon spectaculaire. A cela s'ajoute un phénomène conjoncturel : l'arrivée à la retraite des générations du baby-boom des années 1940-1950. Par leurs achats de titres, ces générations ont été en bonne partie à l'origine de l'envolée de la Bourse depuis les années 1980. Au fur et à mesure qu'elles prennent leur retraite, elles vont vendre ces mêmes titres. D'où une pression durable à la baisse des Bourses...

Comment réduire les inégalités ?

Il y a deux variables d'ajustement

: les marchés ou les impôts. La première option passe par l'effondrement des Bourses, les faillites, le chômage... Les pauvres et les classes moyennes souffriront,

mais ce sont les couches aisées qui seront les plus affectées car leurs actifs se dévaloriseront fortement. La réduction des inégalités aura lieu à travers une contraction du revenu, longue et pénible. L'autre voie, moins éprouvante, consiste à augmenter les impôts des couches aisées. Le produit de ces impôts pourrait servir à acheter les biens produits en excédent, directement par l'Etat ou par redistribution aux couches les moins favorisées. Comme l'air du temps consiste à diaboliser l'impôt, c'est, hélas, l'ajustement par le marché qui risque de prévaloir. ■



Jean-Louis Maurier, responsable de la recherche économique et de la stratégie chez Aurélien-Levent.

La crise va-t-elle durer ?

Elle s'annonce comme l'une des plus longues de l'après-guerre, mais les mesures prises par les banques centrales et les gouvernements vont permettre un rebond de l'activité dans les prochains trimestres. Aux Etats-Unis, le plan de sauvetage des banques et les mesures de soutien à la consommation des ménages ont

été adoptés rapidement. Les banques vont bientôt recommencer à prêter et les ménages à s'endetter. On va avoir l'impression d'une sortie rapide de la crise. Mais nous entrons ensuite dans une période de croissance molle qui pourrait durer plusieurs années.

Les mesures prises seront-elles suffisantes ?

Actuellement, le marché du crédit immobilier est complètement bloqué aux Etats-Unis. Même les ménages solvables n'arrivent plus à obtenir un prêt. Les mesures prises vont leur permettre de retrouver un accès au crédit. Ce déblocage représente un point de croissance supplémentaire. C'est essen-

tiel, car sans un arrêt de la dégradation du marché immobilier américain, aucune reprise n'est possible. Une autre raison permet d'envisager un rebond : les ajustements de court terme vont atteindre leurs limites. Lors d'une crise, le premier réflexe des entreprises est de déstocker, de réduire leurs

Le mouvement de baisse des taux en Europe ne fait que débiter. La BCE n'a plus le choix. Mais pour que cette politique soit efficace, il faut que la baisse des taux soit répercutée par les banques. Pour cela, il faut dégraisser le marché inter-bancaire.

Y a-t-il un risque de voir les Etats-Unis ou l'Europe s'enliser dans une crise aussi profonde que le Japon dans les années 1990 ?

Je n'y crois pas. D'abord, les banques européennes, en particulier les françaises, ont des bilans beaucoup plus sains que les banques japonaises à l'échelle des années 1990.

Ensuite, les banques centrales et les gouvernements bénéficient justement de l'expérience japonaise. Ils ont pris des mesures rapides pour éviter un enlisement similaire. ■

NON. « LES MESURES ADOPTÉES VONT PERMETTRE UN REBOND RAPIDE DE L'ACTIVITÉ »

dépenses et de reporter des investissements. Mais elles ne peuvent tout geler : elles doivent continuer à produire pour honorer leurs commandes. De même, les ménages sont bien obligés de consommer...

La détente monétaire initiée par la BCE sera-t-elle efficace ?

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME PORIER

OUI. « RÉDUIRE LES INÉGALITÉS EST UNE CONDITION INDISPENSABLE À TOUTE REPRISE DURABLE »

Etats-Unis avait atteint « un niveau exceptionnellement bas selon les normes historiques ». En Europe, la tendance est similaire, même si, dans certains pays comme la France, le rôle important de l'Etat permet une meilleure répartition des richesses. Pour sortir de la crise, il faudra, d'une façon ou d'une autre, les réduire. Cela risque d'être long et douloureux. Pourquoi cette répartition inégale des richesses ne peut-elle pas durer ?

Nous sommes depuis longtemps dans une situation de surproduction. On fabrique trop de maisons, trop de voitures..., alors que les salaires n'augmentent